

**AGENCE MONETAIRE DE
L'AFRIQUE DE L'OUEST (AMAO)**



**PROGRAMME DE COOPERATION MONETAIRE DE LA
CEDEAO**

***RAPPORT SUR LA CONVERGENCE MACROECONOMIQUE
2007 – NIGERIA***

Freetown, juillet 2008

L'objectif de la politique macroéconomique 2007 du Nigeria présentée dans la Stratégie nationale d'habilitation et de développement économique (NEEDS) consiste à créer un cadre stable pour l'accélération de la croissance favorable aux pauvres. A cet égard, la politique budgétaire du gouvernement a été axée sur le renforcement du recouvrement des recettes et l'amélioration de la gestion des finances publiques grâce à une allocation de ressources budgétaires, une coordination et un suivi efficaces. La politique monétaire visait également à consolider la stabilité macroéconomique réalisée ces dernières années.

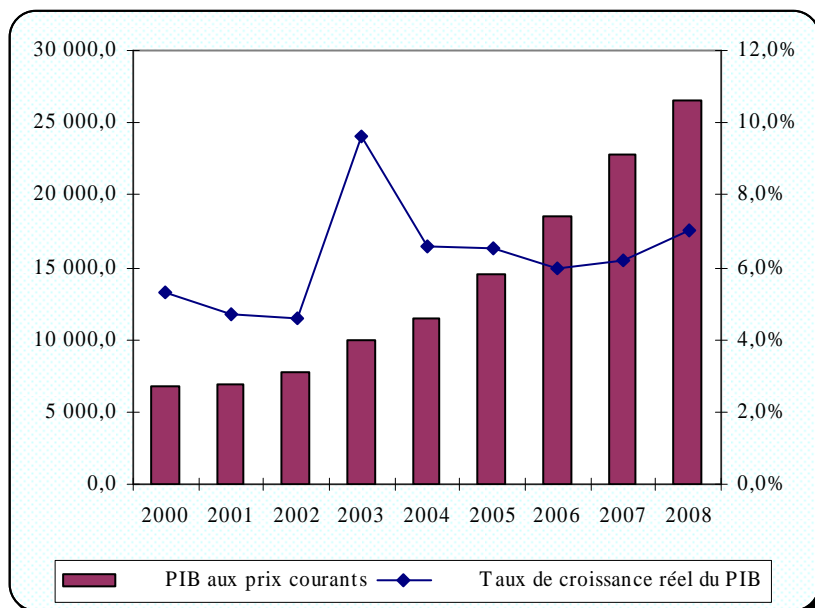
La flambée des cours du pétrole brut a continué d'avoir un impact positif sur l'économie nigériane. Au plan interne, le gouvernement a continué de faire face à l'agitation sociale dans le Delta du Niger, qui a entraîné une baisse drastique de la production de pétrole brut. En dépit de ces aléas, l'activité économique est demeurée prospère. Les données indiquent une progression de la production de 6,2 %. L'économie est demeurée relativement stable, le taux d'inflation moyen ayant reculé, passant de 7,5 % en 2006 à 5,5 %. Le taux de change s'est redressé légèrement sur le marché sous l'effet de l'afflux massif de devises. L'évolution de la structure des taux d'intérêt nominaux a été mitigée, dans la mesure où le taux d'escompte, les taux d'épargne et les taux d'intérêt ont poursuivi leurs tendances à la baisse, tandis que le rendement des bons du Trésor à 91 jours et les taux de dépôts à terme à 12 mois se sont raffermis légèrement.

1 Analyse sectorielle

1.1 Secteur réel

Le Gouvernement fédéral du Nigeria a élaboré un certain nombre de stratégies visant à améliorer la productivité dans le secteur réel. Au nombre de celles-ci figurent les initiatives spéciales du Président relatives aux produits agricoles, en particulier, le manioc, le riz, le coton et le cacao. Afin de maintenir les prix des produits agricoles, qui enregistrent souvent des fluctuations saisonnières, le gouvernement a créé des sociétés de commercialisation qui ont vocation à acheter l'excédent d'offre de denrées alimentaires.

Selon les données, l'activité économique a enregistré une légère croissance, dans la mesure où un taux de croissance du PIB réel de 6,3 % (contre 6 % en 2006) a été enregistré, bien que ce résultat soit en deçà de l'objectif de 10 % fixé pour 2007. Le secteur non pétrolier a enregistré une forte croissance de 9 %, tandis que la production pétrolière a baissé de 5,6 %, après une réduction de 4,5 % enregistrée en 2006, essentiellement en raison de l'agitation sociale persistante dans le Delta du Niger.

Graphique 3.45 : Evolution du PIB courant et du taux de croissance économique

Source : CBON, AMAO

Le secteur non pétrolier a été induit par la bonne performance des secteurs de l'agriculture, de l'industrie manufacturière, des télécommunications, du bâtiment, ainsi que du commerce de gros et de détail. Le secteur primaire a affiché une croissance de 7,7 %, contre 7,4 % au cours de l'année précédente. Le secteur des services a enregistré également une forte croissance, mais la performance du secteur secondaire est demeurée faible, en raison de l'irrégularité de l'alimentation en énergie.

1.2 Finances publiques

Le gouvernement a continué de faire face aux pressions liées à la demande en se conformant strictement à une règle budgétaire fondée sur un prix référence du prix du pétrole adoptée ces dernières années, qui exige le transfert de l'excédent de recettes pétrolières (valeur supérieure aux prévisions de prix et de production pétrolière) dans un compte d'excédent brut à la Banque centrale du Nigeria. Les autorités ont également entrepris un certain nombre de réformes visant à améliorer le recouvrement des recettes et le paiement des impôts, tandis que la politique d'investissement public mettait l'accent sur la prudence budgétaire.

La politique budgétaire du Gouvernement fédéral du Nigeria a été encourageante, dans un contexte marqué par des contraintes liées au recouvrement des recettes. Les opérations budgétaires de l'Etat se sont traduites par un excédent budgétaire global équivalant à 14,3 % du PIB, contre 22,1 % l'année précédente. Cependant, en tenant compte du régime budgétaire axé sur le pétrole au titre duquel un pourcentage des recettes totales est utilisé à des fins opérationnelles, le Gouvernement fédéral a enregistré un déficit budgétaire de 1,8 %, contre 2,3 % en 2006.¹ Les opérations budgétaires se sont traduites par des besoins d'emprunt estimés à 404 milliards de Naira (₦), qui ont été entièrement satisfaits au plan interne, en partie par les recettes excédentaires du pétrole et en partie par les banques nationales.

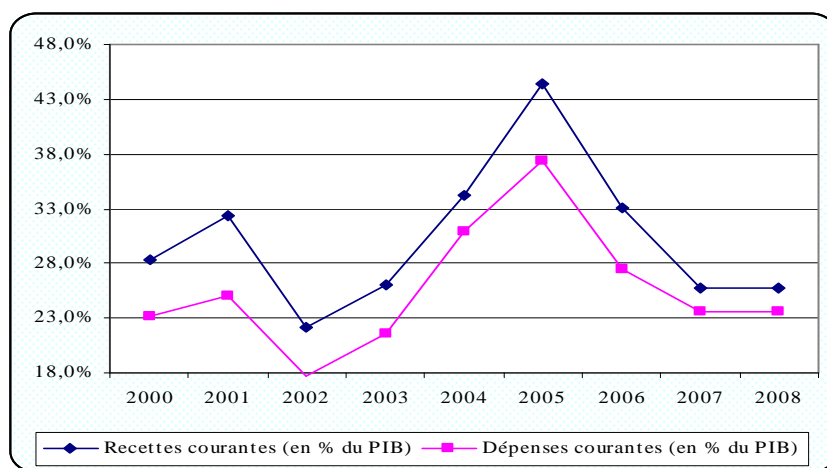
En dépit de l'évolution favorable de la situation en ce qui concerne le recouvrement des recettes, l'efficacité de celle-ci a continué de s'effriter sous l'effet de l'agitation sociopolitique persistante dans certaines régions du pays. Les recettes totales ont baissé de 5,7 % en 2007 pour s'établir à 25 % du

¹ Suite à l'adoption de la règle budgétaire axée sur le pétrole et après certaines déductions réglementaires, le Gouvernement fédéral a retenu 26,7 % et 35,6 % des recettes totales (soit 59,6 % et 84,4 % des recettes fiscales) en 2006 et 2007, respectivement, afin de financer ses opérations budgétaires.

PIB, contre 37,7 % et 33,3 % en 2005 et 2006, respectivement. La baisse des recettes fiscales et non fiscales explique cette performance insuffisante.²

Les dépenses du gouvernement fédéral ont crû de 20,3 % pour s'établir à 10,7 % du PIB, bien que représentant une baisse modeste par rapport au niveau de 11,2 % enregistré en 2006. Les dépenses renouvelables, qui ont représenté 64,8 % des dépenses totales, ont également reculé, passant de 7,6 % à 7 % du PIB. Par ailleurs, les dépenses en capital ont enregistré une légère progression, s'établissant à 3,8 % du PIB.

Graphique 3.46 : Evolution des recettes et dépenses courantes



Source : CBON, AMAO

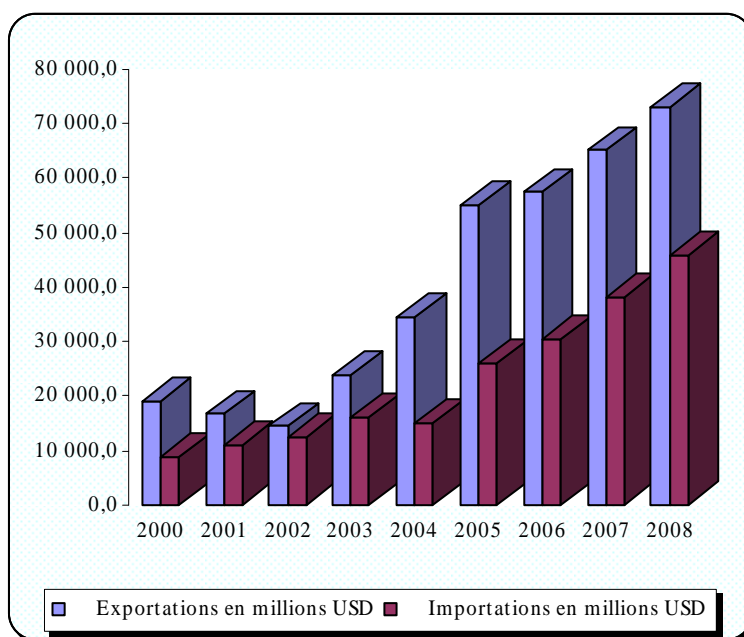
La composante incompressible des dépenses renouvelables a continué de croître au cours de l'année sous revue. La part des salaires et indemnités dans les dépenses renouvelables a augmenté davantage, passant de 38 % à 47,9 %. De même, les dépenses au titre du transport et de l'entretien ont progressé, passant de 18,6 % à 23,2 %. Par ailleurs, les dépenses liées aux biens et autres services, y compris l'éducation et la santé, ont reculé de 9,4 points de pourcentage pour s'établir à 8,8 %. Les intérêts débiteurs ont chuté également, en raison de l'allègement de la dette consenti par les partenaires au développement du pays dans le cadre de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale.

1.3 Secteur extérieur

Le gouvernement a poursuivi les réformes structurelles entamées en 2006 en vue d'améliorer les échanges et la stabilité du taux de change. Au nombre de ces réformes figurent la libéralisation du régime tarifaire à l'importation et l'introduction du Système d'adjudication à la hollandaise en gros sur le marché des changes par la banque centrale.

Les données montrent que la balance des paiements est demeurée positive, bien que le solde excédentaire global soit passé de 9,8 % du PIB en 2006 à 4,9 %. Le solde excédentaire du compte courant a accusé un recul, passant de 18,9 % du PIB en 2006 à 16,3 %, essentiellement en raison de l'évolution défavorable du commerce de marchandises et des comptes de services.

² Les recettes fiscales ont baissé, passant de 14,9 % en 2006 à 10,5 %, tandis que les recettes non fiscales sont passées de 18,4 % à 14,5 %.

Graphique 3.47 : Evolution des exportations et importations

Source : CBON, AMAO

Le commerce de marchandises, qui représentait environ 90,4 % du solde du compte courant, a régressé de 28,4 %, en raison de la croissance dynamique des importations non pétrolières, celles-ci ayant progressé de 53,5 % en 2007, contre 27,4 % l'année précédente. La croissance des importations non pétrolières a été induite par une demande plus forte pour les véhicules et les biens intermédiaires et finis. Par ailleurs, les exportations pétrolières nettes ont progressé de 13,6 %, contre 1,9 % en 2006. Les services reçus au titre des transports, des voyages et des autres aspects, ainsi que les paiements effectués à l'étranger au titre des revenus des investissements ont également contribué à la rigidité observée en ce qui concerne le compte courant. Le compte de capital et financier a enregistré une amélioration sensible en 2007, dans la mesure où le solde déficitaire a reculé, passant de 12 % du PIB à 8 % à la fin de l'année. Cette amélioration s'explique par la réduction des autres passifs de placements. Les transactions au titre de la balance des paiements se sont traduites par une accumulation des réserves extérieures brutes, qui sont passées de 42 298 millions de \$ EU à 51 333,2 millions de \$ EU, soit l'équivalent de 16,1 mois de couverture des importations.

Comme ce fut le cas ces dernières années, les flux massifs de devises ont continué de pousser à la hausse la monnaie nationale, bien qu'elle soit demeurée relativement stable. Suite à l'augmentation de 2,8 % et de 0,7 % enregistrée pendant deux années consécutives (2005 et 2006), le naira s'est apprécié de 7,7 % par rapport au \$ EU en 2007.

Après le remboursement de la dette du Nigeria à l'égard des Clubs de Paris et de Londres, la position de la dette extérieure du pays à fin 2007 s'élevait à 3 348,2 millions de \$ EU, représentant 4 % du PIB. En outre, le ratio dette extérieure/exportations (de biens et services non facteurs) a reculé, passant de 8 % à fin 2006 à 4,7 %. Ces statistiques montrent que la situation de la dette extérieure du Nigeria est soutenable³.

Tableau 3.16 : Indicateurs de la dette extérieure

³ La situation de la dette extérieure d'un pays est généralement jugée soutenable lorsque les paiements prévus au titre du service de la dette sont inférieurs à 25 % des exportations de biens et services et que le ratio dette/exportations est inférieur à 250 %.

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Dettes extérieures/PIB	46,0	48,1	42,2	41,9	30,8	2,5	4,0
Dettes extérieures/exportations de biens et services non facteurs	169,5	214,8	135,8	104,5	62,4	8,0	4,7
Service de la dette extérieures/exportations de biens et services non facteurs	18,0	8,1	7,6	5,1	18,7	15,3	0,2
Service de la dette extérieures/PIB	4,9	1,8	2,4	2,0	9,2	4,8	0,1

Source : CBON, AMAO

1.4 Secteur monétaire

Conformément à l'orientation de la politique macroéconomique 2007, la Banque centrale du Nigeria a poursuivi sa politique monétaire restrictive visant à ramener le taux d'inflation à un chiffre. A cet égard, elle a eu recours à des accords de rachat de titres et d'autres instruments financiers en vue d'améliorer la gestion de la trésorerie et a introduit d'autres mesures à l'effet de réduire l'important écart entre le taux de l'épargne et le taux d'intérêt prêté.

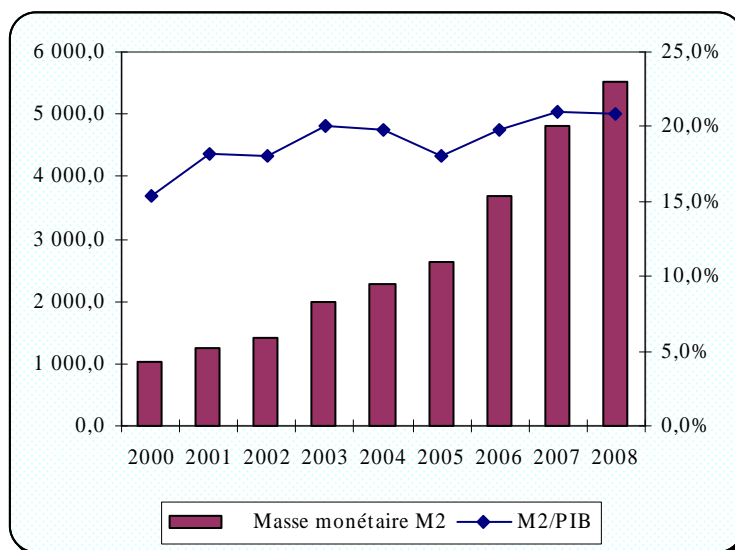
A la différence des objectifs intermédiaires de la politique monétaire, la masse monétaire a plutôt crû en 2007. La base monétaire, cible intermédiaire de la Banque centrale du Nigeria, a augmenté considérablement de 56,7 %, par rapport au taux de croissance de 27,8 % enregistré en 2006. En conséquence, la masse monétaire a progressé de 30,9 %, atteignant fondamentalement le même rythme de croissance que celui de l'année précédente. Cet accroissement de la masse monétaire est le reflet de la progression considérable de tous les agrégats monétaires, en particulier ceux relatifs aux dépôts à vue.

Tableau 3. 17: EVOLUTION DES PRINCIPAUX AGREGATS MONETAIRES

AGREGATS MONETAIRES	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Base monétaire	-	30,7	16,4	6,3	4,2	27,8	56,7
Monnaie au sens large (M2+)	20,7	12,1	41,6	14,0	24,4	30,5	30,9
Monnaie au sens étroit (M1)	15,7	2,7	58,7	8,6	29,7	12,1	32,4
Circulation fiduciaire	-0,1	6,0	8,4	8,7	17,7	21,3	23,3
Dépôts à vue	33,9	0,9	45,4	7,2	33,3	7,1	47,2
Quasi-monnaie	29,2	26,2	16,3	22,8	16,8	59,7	29,3
Dépôts en devises	-	75,8	47,7	40,7	9,3	111,4	17,7

Source : CBON, AMAO

La croissance de la masse monétaire était induite par les augmentations continues tant des actifs étrangers nets que des actifs intérieurs nets du système bancaire. Suite à des augmentations d'environ 51 % au cours de deux années consécutives (2005 et 2006), les avoirs extérieurs nets ont progressé de 18,5 % en 2007, sous l'effet d'importants flux de devises. Le volume total du crédit accordé par le système bancaire au secteur privé a, pour ainsi dire, doublé, passant à 5 049,5 milliards de ₦, ce qui explique l'amélioration relative de la situation des dépôts à vue. Cependant, l'Etat a remboursé un pourcentage élevé de sa dette à l'égard du système bancaire.

Graphique 3.48 : Evolution de la masse monétaire

Source : CBON, AMAO

Sur cette base d'amélioration relative de la masse monétaire au cours des deux dernières années, le gouvernement a atteint l'objectif affiché, qui consiste à maintenir un taux d'inflation faible. Le taux d'inflation à la fin de la période a régressé légèrement, passant de 8,5 % à 6,6 % en décembre 2007. Un certain nombre de facteurs expliquent cette évolution, notamment la baisse de la demande, compte tenu de l'application stricte de la règle budgétaire axée sur les cours du pétrole, l'appréciation de la monnaie nationale (le naira) et la baisse des prix des denrées alimentaires due à une production excédentaire.

L'évolution des taux d'intérêt est demeurée généralement mitigée au cours de l'année sous revue. Bien que le rendement des bons du Trésor et des autres actifs financiers à court et moyen terme ait crû légèrement, les taux moyens d'épargne et d'intérêt prêteur ont poursuivi leur évolution à la baisse. Le taux des bons du Trésor à 91 jours a crû légèrement, passant de 7,5 % à 7,9 %. En outre, le taux des dépôts à terme à 12 mois a crû de 47 points de base pour s'établir à 7,9 %. Le taux d'escompte minimum de la banque centrale s'est élevé à 9,5 % à fin 2007, après avoir chuté de 50 points de base au cours de l'année. Bien que le taux interbancaire ait été maintenu à 9 %, les taux moyens d'épargne et d'intérêt débiteur ont légèrement reculé de 6 et 13 points de base, pour s'établir à 3,2 % et 16,5 %, respectivement.

2 Performance au titre de la convergence macroéconomique

Le Nigeria a maintenu sa performance en atteignant les cinq objectifs réalisés depuis 2005, notamment les trois critères primaires relatifs au déficit budgétaire (niveau du déficit budgétaire, financement du déficit budgétaire par la banque centrale et réserves extérieures brutes) et les deux critères secondaires afférents à la masse salariale et aux investissements publics.

Tableau 3.18: SITUATION DE LA CONVERGENCE DU NIGERIA

	Norme	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008*
Critères de premier rang:										
i) Déficit Budgétaire/PIB	≤ 4%	2,7	5,8	5,9	2,8	1,7	1,3	0,6	1,2	1,2
ii) Taux d'inflation	≤ 5%	14,5	16,4	12,1	23,8	10,0	11,6	8,5	6,6	7,0
iii) Financement BC	≤ 10% RF n-1	0,0	29,3	0,0	19,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
iv) Réserves brutes de change	≥ 6 mois Imports	13,6	11,3	9,9	8,5	16,1	13,1	16,7	16,1	17,5
Critères de second rang										
i) Recettes fiscales/PIB	≥ 20%	16,7	19,5	14,0	15,7	19,8	19,5	18,3	15,1	18,1
ii) Masse Salariale/Recettes fiscales	≤ 35% RF	34,5	26,4	47,2	32,6	33,8	17,9	19,5	31,6	24,7
iii) Investissements interres/Recettes	≥ 20% RF	29,3	40,3	30,7	21,4	18,7	41,8	40,8	38,2	33,3
iv) Taux d'intérêt réel	> 0	-1,5	4,0	-8,4	-20,6	-5,6	-10,1	-6,5	-4,6	-5,0
v) Stabilité du Taux de change réel	± 5%	-16,1	-20,6	-15,7	-14,9	-13,0	1,5	7,4	-12,2	2,7
Nombre de critères respectés		5	4	3	4	4	6	5	5	6

Source:

s : CBN, IMAO

*Projections à fin 2007

2.1 Critères primaires

La performance au titre des critères primaires est encourageante. Les opérations de l'Etat se sont traduites par un excédent budgétaire important représentant 14,3 % du PIB. Même avec l'application du régime budgétaire axé sur le pétrole, les déficits budgétaires de 2,3 % et 1,8 % enregistrés en 2006 et 2007, respectivement, étaient bien en deçà de l'objectif fixé, soit 4 %.

En dépit de l'accroissement de la masse monétaire, les poussées inflationnistes ont continué de faiblir, bien que l'objectif fixé ait été raté de 1,6 point de pourcentage. La situation favorable de la production a contribué à réduire les poussées inflationnistes.

Comme par le passé la banque centrale n'a pas financé les opérations de l'Etat au cours de l'année sous revue. Le gouvernement fédéral a réglé un pourcentage important de sa dette à l'égard du système bancaire, suite à l'accroissement de ses recettes.

Les réserves extérieures brutes de l'Etat sont demeurées élevées, s'établissant à 16,1 mois de couverture des importations, nettement au-delà du niveau minimum requis, soit 6 mois. Les retombées des exportations de pétrole brut et les autres flux d'échange ont continué d'avoir une incidence positive sur les réserves extérieures du Nigeria, ce qui a, cependant, contribué à une forte appréciation de la monnaie nationale.

2.2 Critères secondaires

La performance au titre des critères secondaires n'a guère été très encourageante. Aucune évaluation n'a pu être effectuée en ce qui concerne le critère relatif aux arriérés intérieurs, faute de données suffisantes. Compte tenu de son importance pour le programme de convergence, il est nécessaire que le Nigeria mette à disposition les données nécessaires aux fins d'analyse.

Le ratio recettes fiscales sur PIB a continué de baisser, passant de 14,9 % du PIB à 10,5 %. La dépendance du pays des exportations de pétrole brut, le ralentissement relatif de l'activité économique

et l'adoption récente du régime de tarif extérieur commun de la CEDEAO ont favorisé cette tendance à la baisse.

Cependant, le ratio masse salariale sur recettes fiscales est demeuré dans les limites maxima requises, bien qu'il ait crû considérablement, passant de 19,5 % à 31,5 %. Cette augmentation de la masse salariale s'explique par la baisse des recettes fiscales et l'accroissement de la taille du secteur public.

Le pourcentage de l'investissement public financé par les ressources internes a crû considérablement, passant de 23,9 % à 35,7 %. Cette amélioration s'explique par les investissements massifs effectués dans le secteur de l'agriculture dans le cadre des initiatives spéciales du président et d'autres projets de développement de l'infrastructure.

La prévalence de taux d'intérêt réels négatifs mesurés en tant que la différence entre le taux d'épargne minimum et le taux d'inflation, a persisté en 2007. La tendance à la baisse des taux minimum d'épargne et d'intérêt prêteur indique l'existence d'un excédent de liquidité dans le système bancaire. En plus de l'écart important entre les taux d'épargne et d'intérêt débiteur s'ajoutent les taux d'intérêt réels négatifs, qui pourraient saper les efforts en matière d'intermédiation financière et d'investissement.

En dépit de la stabilité relative de la monnaie nationale, l'objectif de la stabilité du taux de change réel n'a pas été atteint. Ceci pourrait s'expliquer par l'appréciation du taux de change nominal par rapport aux devises internationales.

3 Perspectives pour 2008

Les perspectives pour 2008 semblent favorables, compte tenu de l'impact de la flambée des cours du pétrole brut, des efforts déployés pour le développement du secteur privé et des investissements massifs dans l'agriculture, la communication, le secteur bancaire et les autres services. Le programme macroéconomique du Nigeria indique que l'économie progressera de 9 % en 2008. Les risques de glissement à la baisse concernant ces perspectives ont trait aux problèmes d'alimentation en énergie et à l'agitation sociale persistante dans le Delta du Niger, ainsi qu'aux goulots d'étranglement dans les secteurs du transport et de l'infrastructure.

Il est probable que l'économie demeure stable, compte tenu des conditions favorables. Cependant, l'afflux massif de devises et les agitations chroniques dans les Etats et les administrations locales concernant le partage des recettes excédentaires du pétrole brut pourraient perturber la stabilité relative assurée en 2007, si ce problème n'était pas résolu. L'appréciation de la monnaie nationale pourrait accentuer davantage les contraintes naissantes concernant la balance des paiements si des mesures immédiates ne sont pas prises afin de maintenir la compétitivité extérieure du pays avec ses partenaires commerciaux. Il est nécessaire que le gouvernement maintienne le rythme de la libéralisation du marché financier en vue d'encourager la prévalence de taux d'intérêt réels positifs et de réduire la marge importante entre les taux d'épargne et prêteurs à l'effet de maintenir l'élan d'investissement.

Les projections montrent, en outre, que la performance du Nigeria au titre de la convergence macroéconomique ne pourra pas enregistrer une progression sensible en 2008. Le pays pourrait atteindre six objectifs en maintenant sa performance en 2006 tout en atteignant le critère de la stabilité du taux de change réel. Cependant, les projections montrent que bien que l'inflation serait limitée à un seul chiffre, il pourrait s'avérer difficile d'atteindre l'objectif fixé de 5 %, *ceteris paribus*. Les autorités seront confrontées également au problème des recettes fiscales et des taux d'intérêt réels négatifs.

4 Conclusion et recommandations

L'économie a généralement été performante en ce qui concerne la réalisation des objectifs prévus dans tous les secteurs d'activité. Malgré l'agitation sociale persistante dans le Delta du Niger et l'alimentation irrégulière en énergie.

En dépit de l'amélioration relative de la politique budgétaire, le pays demeure confronté au problème consistant à atteindre son objectif de recettes fiscales. Il pourrait s'avérer nécessaire de renforcer l'appareil de mobilisation des impôts et d'élargir l'assiette fiscale. Dans le secteur monétaire, la banque centrale a été efficace en ce qui concerne la limitation de l'inflation, dans une large mesure. Cependant, il reste encore beaucoup à faire afin de réduire davantage les poussées inflationnistes. La politique monétaire mérite également d'être renforcée en vue d'améliorer la gestion de la trésorerie et de stériliser les flux massifs de devises à l'effet de mettre un terme à l'appréciation continue de la monnaie nationale, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur la compétitivité du pays à long terme.

La faible performance du secteur pétrolier et l'accroissement de la demande du pays pour les biens importés constituent des contraintes majeures pour la balance des paiements. Le secteur extérieur appelle des réformes en vue d'accroître les importations hors pétrole et de surmonter la trop grande dépendance du pays vis-à-vis du pétrole brut.

Sur la base de ces contraintes et risques de glissements susmentionnés, les recommandations suivantes pourraient être pertinentes pour le Nigeria :

1. renforcer les structures de collecte des taxes institutionnelles et élargir l'assiette fiscale ;
2. renforcer la politique monétaire en vue de résoudre le problème lancinant de liquidité en émettant des instruments financiers à moyen et long terme à haut rendement et en intensifiant les opérations du marché ouvert ;
3. adopter une politique de taux d'intérêt réalistes afin d'encourager l'investissement privé ;
4. geler les recettes supplémentaires provenant de la flambée des cours du pétrole brut, afin de limiter la demande globale et l'inflation ;
5. créer une infrastructure pertinente et des entreprises économiques favorables aux pauvres afin de créer des emplois dans le Delta du Niger à l'effet de résoudre le problème de l'agitation sociale dans cette région.